

Gouvernance Territoriale Avancée et Orientations Stratégiques : Un Regard Approfondi sur le Développement Économique

Advanced Territorial Governance and Strategic Directions: An In-Depth Look at Economic Development

Abdellah BELBOULI

Doctorant chercheur en Sciences Économiques et Gestion
Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire en Économie et Gestion
Faculté d'Économie et de Gestion
Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal, Maroc.

Fatima TOUHAMI

Enseignante-chercheuse en Sciences Économiques et Gestion
Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire en Économie et Gestion
Faculté d'Économie et de Gestion
Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal, Maroc.

OKOUANGA PIRA GILBERT ALAN

Doctorant chercheur en Sciences Économiques et Gestion
Laboratoire de Recherche Pluridisciplinaire en Économie et Gestion
Faculté d'Économie et de Gestion
Université Sultan Moulay Slimane - Béni Mellal, Maroc.

Date de soumission : 30/10/2024

Date d'acceptation : 11/12/2024

Pour citer cet article :

BELBOULI. A. & AL. (2024) « Gouvernance Territoriale Avancée et Orientations Stratégiques : Un Regard Approfondi sur le Développement Économique » Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 5 : Numéro 12 » pp : 624- 656.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons
Attribution License 4.0 International License



Résumé

Les mutations récentes, telles que l'inflation et la crise sanitaire mondiale, ont bouleversé les facteurs influençant la création de richesses, aggravant la complexité du développement économique, particulièrement pour les pays en développement comme le Maroc. Cet article examine le rôle crucial de la décentralisation du pouvoir pour dynamiser le développement économique, favoriser la création d'emplois et stimuler la croissance régionale. Il met l'accent sur l'importance des synergies entre autorités locales, secteur privé et société civile afin de maximiser les opportunités économiques à l'échelle régionale.

La méthodologie adoptée s'appuie sur une approche quantitative pour analyser les perceptions et l'impact de la décentralisation au Maroc, en vue de formuler des recommandations pratiques et adaptées au contexte local. Ces recommandations visent à orienter les stratégies de gouvernance territoriale pour établir un écosystème favorable à une prospérité économique durable. Un accent particulier est mis sur le développement de la région de Béni Mellal-Khénifra, avec pour objectif d'inspirer des ajustements stratégiques pertinents qui renforcent la dynamique économique et la création d'emplois au niveau régional.

Mots clés : Gouvernance territoriale ; d'emplois ; écosystème ; développement territoriale.

Abstract

Recent changes, such as inflation and the global health crisis, have disrupted factors influencing wealth creation, further complicating economic development, especially for developing countries like Morocco. This article highlights the critical role of power decentralization in boosting economic development, fostering job creation, and driving regional growth. It emphasizes the importance of synergy between local authorities, the private sector, and civil society to maximize economic opportunities at the regional level.

The adopted methodology relies on a quantitative approach to analyze perceptions and the impact of decentralization in Morocco, aiming to provide practical, context-specific recommendations. These recommendations seek to guide territorial governance strategies to establish an ecosystem conducive to sustainable economic prosperity. Particular focus is placed on the development of the Béni Mellal-Khénifra region, with the goal of inspiring relevant strategic adjustments that enhance economic dynamics and job creation at the regional level.

Keywords: Territorial governance; employment; ecosystem; territorial development.

Introduction

Dans de nombreux pays, le développement économique dépend de la gouvernance territoriale. Cependant, cette progression est entravée par plusieurs défis, tels que le manque de ressources et de temps. La nécessité d'une approche décentralisée pour une gestion plus efficace des ressources et des projets locaux est mise en évidence par ce fait. De même, la coordination et l'équité territoriale sont également des défis importants, nécessitant l'implication profonde entre les différentes entités locales et régionales pour garantir une répartition juste des ressources.

A noter que la décentralisation favorise la démocratie et la participation citoyenne en rapprochant les décisions des citoyens. Ceci en les motivant à s'engager davantage dans la gestion des affaires locales. Par exemple, en France, la décentralisation a entraîné une meilleure répartition des ressources et une vitalisation des économies régionales, favorisant la croissance et la création d'emplois. Des régions telles que l'Auvergne-Rhône-Alpes ont tiré parti de cette approche en développant des pôles économiques et industriels florissants, ce qui a permis de réduire les écarts économiques entre les différentes régions.

Les initiatives de décentralisation et de régionalisation avancées ont été mises en place au Maroc pour renforcer la gouvernance territoriale et stimuler le développement économique dans les différentes régions du pays. Ces mesures ont été prises dans le but de moderniser l'organisation administrative du pays et d'améliorer la coordination entre les différents niveaux de gouvernement. La régionalisation avancée au Maroc, initiée après l'indépendance du pays en 1956, est un bel exemple, concret de cette approche. Cette réforme a évolué à travers diverses étapes, notamment le discours royal de 2010 qui a introduit les piliers de la nouvelle notion de régionalisation avancée, visant à renforcer la décentralisation et à suivre les standards de bonne gouvernance. La régionalisation a été intégrée à la constitution de 2011, ce qui représente une avancée importante dans la gouvernance territoriale du Maroc. À travers une approche territoriale plus adaptée aux spécificités régionales du pays, ces initiatives visent à promouvoir une gestion plus efficace des affaires publiques au niveau local, à renforcer la démocratie locale et à favoriser le développement économique et social.

Dans cette recherche, la principale préoccupation est de déterminer les méthodes les plus efficaces pour optimiser la gouvernance territoriale dans le but de favoriser la croissance économique et la création d'emplois au Maroc. Nous cherchons à relever les défis et à saisir les opportunités associées à cette optimisation dans le contexte marocain en examinant les diverses stratégies et politiques déployées au niveau local et régional. Notre étude soulignera l'importance de la coopération efficace entre les actions locales et régionales pour stimuler la

croissance économique et l'emploi. Nous examinerons en particulier les effets des mesures de décentralisation et de régionalisation avancées sur la gouvernance territoriale et le développement économique, en notant leur contribution à la création d'emplois et à la croissance régionale dans les différentes régions du Maroc.

Pour répondre à cette problématique, nous débutons par une revue de littérature afin de mieux appréhender les concepts clés de notre étude et de les contextualiser dans le cadre marocain. Nous nous appuyons sur les travaux de chercheurs tels que (Epstein, 2007) et (Touzard, 2006b) pour définir le concept de gouvernance territoriale et explorer leur vision de cette démarche, mettant en évidence la confluence de l'action publique et de la coordination multiniveaux. ((Epstein, 2007) et (Touzard, 2006a)). Ensuite, dans le cadre théorique, nous examinons l'impact potentiel de la gouvernance territoriale sur le développement économique, en nous référant aux perspectives de (Froger, 2006) sur la combinaison entre la gouvernance négociée volontaire et la bonne gouvernance, ainsi qu'aux principes de développement local viable selon ((Froger, 2006); (Gagnon, 1996)).

En examinant la littérature existante, nous constatons qu'il est impératif de nous tourner vers le terrain pour évaluer l'efficacité des politiques de gouvernance territoriale. Dans cette optique, nous nous penchons d'abord sur les expériences d'autres pays, tels que l'Italie, la France et l'Espagne, qui ont mis en œuvre des politiques de décentralisation du pouvoir central vers les régions. Nous cherchons à comprendre si ces initiatives ont réussi à atteindre leurs objectifs de création de richesses, de création d'emplois et d'atténuation des inégalités entre les régions. Cette analyse comparative nous permettra de tirer des enseignements et des idées pour évaluer l'expérience marocaine de la régionalisation avancée, en nous appuyant sur les rapports du Haut-Commissariat au Plan (HCP), du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), ainsi que sur les travaux d'autres auteurs dans ce domaine.

Dans cette étape de notre recherche, nous recueillons les perceptions des citoyens afin de mieux comprendre l'impact de la régionalisation avancée sur le développement économique. Pour mesurer de manière systématique et précise l'impact perçu de cette initiative, nous avons adopté une méthodologie quantitative basée sur un questionnaire. Les données collectées ont été analysées à l'aide du logiciel IBM SPSS Statistics 22, qui offre des fonctionnalités avancées pour les analyses statistiques.

Nous avons choisi d'utiliser une analyse de régression logistique, une méthode qui nous permettra d'identifier les tendances significatives et les variations dans les perceptions des citoyens selon divers facteurs socio-économiques et géographiques. Ces résultats fourniront des

insights précieux pour évaluer l'efficacité de la régionalisation avancée dans la promotion du développement économique et pour orienter nos conclusions de manière éclairée.

1. Gouvernance Territoriale et Stratégie Régionale : Les Dimensions Cruciales du Développement Territorial

L'objet de notre recherche est de se concentrer de manière très spécifique sur l'analyse des concepts de « gouvernances territoriales », en explorant la manière dont ces gouvernances entrent en relation avec les stratégies régionales adoptées à l'échelle de chaque région. Notre but est de comprendre comment ces interactions affectent le développement territorial, en particulier en examinant comment les régions acquièrent une certaine indépendance par elles-mêmes. En adoptant cette stratégie, nous pourrions mieux comprendre les interactions complexes entre la gouvernance territoriale, les plans régionaux et le développement indépendant des territoires centraux.

1.1. Gouvernance Territoriale : À la confluence de l'action publique et la coordination multiniveaux

Avant d'approfondir notre sujet, il est essentiel de se pencher sur quelques théories fondamentales et certaines idées d'auteurs de renoms ayant exploré la gouvernance territoriale sur le plan théorique. Nous examinerons les travaux de penseurs majeurs, tels que (Philippe Subra, 2012 ; Epstein, 2007 et Touzard, 2006) qui ont offert des perspectives uniques sur la gouvernance territoriale. Dans ce qui suit, nous analyserons en détail leurs théories respectives pour dégager les points de convergence et de divergence.

Le concept de gouvernance a progressivement pris le dessus dans les domaines de la science politique et de la gestion publique au cours des deux dernières décennies. Son impact s'est particulièrement fait ressentir dans le cadre du management des territoires, en mettant l'accent sur les villes. La gouvernance est devenue une référence incontournable pour décrire de nouvelles approches de prise de décision collective. Plus spécifiquement, dans le contexte du management des territoires, et plus précisément des villes, elle s'est affirmée comme un élément essentiel pour caractériser les conditions dans lesquelles des compromis sont élaborés. Les stratégies des différentes parties prenantes sont désormais appelées à devenir des partenaires actifs dans le processus décisionnel et se coordonnent autour de ces accords. Ce triomphe est particulièrement remarquable, car cette expression est utilisée non seulement par les observateurs extérieurs, mais également par les professionnels impliqués sur le terrain. Le concept de gouvernance territoriale a été développé dans ce contexte, reflétant l'évolution des processus de prise de décision vers une collaboration active et concertée.

La gouvernance territoriale, telle qu'explorée par (Epstein, 2015) constitue une approche complexe des mécanismes de prise de décision collective à l'échelle locale et régionale (Epstein, 2015). Ses travaux mettent en lumière les acteurs diversifiés qui participent à ces processus, allant des autorités locales aux acteurs de la société civile et du secteur privé. Une analyse approfondie des processus de coordination révèle l'importance des interactions entre ces parties prenantes, façonnant ainsi la mise en œuvre des politiques territoriales.

(Epstein, 2015) accorde une attention particulière aux dynamiques uniques de chaque région, qu'elles soient liées à l'économie, à la société, à la culture ou à l'environnement. En se concentrant sur la justice spatiale, il examine de plus en plus les problèmes essentiels de l'équité dans la répartition des ressources, des services et des opportunités au sein des territoires.

Par conséquent, la gouvernance territoriale est devenue un domaine d'étude crucial pour comprendre la façon dont les décisions sont prises, qui les prend et comment ces décisions affectent la configuration et le développement des territoires.

Dans le même sens, Touzard (2006), considère la gouvernance territoriale comme une opération complexe qui implique l'interaction des différents acteurs locaux, des politiques gouvernementales et des forces économiques régionales (Touzard, 2006a). Il a mis en lumière l'impact des politiques publiques sur le développement territorial équilibré et durable, ainsi que les mécanismes de décision et de coordination qui influencent la gouvernance territoriale.

De même, (Touzard, 2006a) a mis en avant l'importance d'une collaboration efficace entre les différentes parties prenantes et met en avant l'importance de prendre en compte les particularités régionales lors de la conception des politiques territoriales. Il a utilisé des études de cas empiriques pour étayer ses arguments et trouver les meilleures méthodes pour favoriser un développement territorial inclusif et viable.

Aussi, (Olivier Bouba-Olga & Emilie Bourdu, 2012), accordaient une attention particulière à la reconnaissance des interdépendances dans les processus de développement des territoires (Olivier Bouba-Olga & Emilie Bourdu, 2012). Leur analyse explore les liens étroits entre l'innovation, la croissance économique et la gouvernance territoriale. En mettant en évidence ces liens, ses recherches soulignent l'importance cruciale des politiques d'innovation et de développement régional dans la stimulation de la compétitivité des territoires. Cette perspective met en lumière la nécessité d'une approche intégrée qui tienne compte des dynamiques économiques, sociales et politiques dans la gouvernance territoriale, contribuant ainsi à façonner des politiques plus efficaces pour favoriser le développement durable des territoires.

Dans une autre perspective, la gouvernance territoriale, entant que tel, met en avant l'importance des partenariats multi-acteurs, de la coopération interinstitutionnelle et de la participation citoyenne dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques locales. Cette évolution, marquée par un changement fondamental dans la dynamique de l'action publique, est soulignée par. (Desage, 2007). Nous sommes passés d'une approche traditionnellement centralisée et descendante à une forme plus ouverte et horizontale. Cette transition implique une participation accrue des institutions locales et des acteurs non étatiques dans l'élaboration des normes, contribuant ainsi à l'émergence de nouveaux territoires politiques.

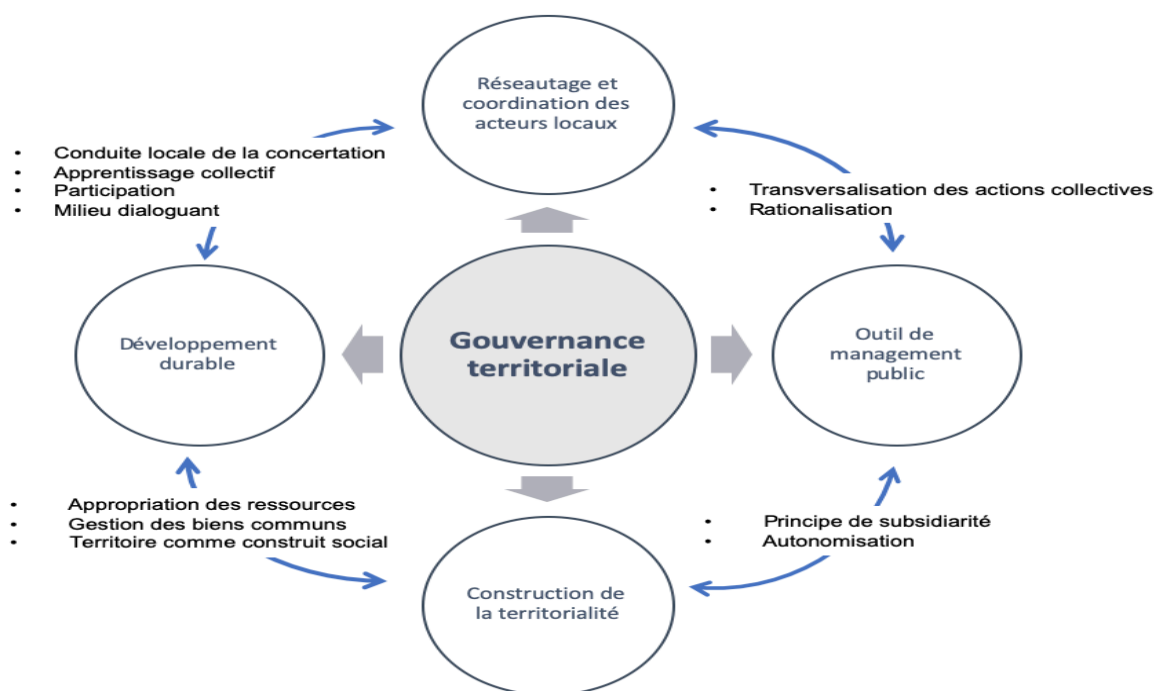
Le succès varié du concept de gouvernance peut être interprété comme une indication claire de la complexité croissante de l'action publique. Cette complexité se manifeste par une multitude d'acteurs et d'observateurs qui perçoivent une diversité croissante des normes légitimes et une confusion dans les rôles et les affiliations institutionnelles établis(Desage, 2007). En d'autres termes, il y a une tendance à remettre en question les structures traditionnelles de gouvernance, ce qui entraîne une redéfinition des frontières et des dynamiques de pouvoir. Cette évolution reflète un changement fondamental dans la manière dont les processus décisionnels et les politiques publiques sont conçus et mis en œuvre. Ainsi, il devient essentiel d'adopter des approches plus souples et inclusives de la gouvernance pour répondre efficacement aux défis contemporains.

Dans la lignée des travaux de Desage (2007) et de Leresche (2002), ils envisagent la gouvernance comme un instrument de gestion publique visant à accroître l'efficacité de l'action étatique (Desage, 2007et Leresche, 2002). Selon eux, ce concept peut être étendu à tout système ou organisation, qu'ils soient privés ou publics, confrontés à des défis de pilotage ou de gouvernabilité dans un environnement complexe. La réponse à ces défis passe par le développement de mécanismes de coordination afin de faciliter l'action et son acceptation.

Cependant, une certaine modération s'impose. La gouvernance territoriale, bien qu'elle puisse être perçue comme un outil de gestion publique, ne se limite pas à cette dimension. En effet, elle s'inscrit dans ce que l'on qualifie d'approche évolutionniste de la gouvernance, qui implique une révolution théorique du rôle de l'État. Toutefois, il est important de souligner que la gouvernance territoriale ne se réduit pas uniquement à l'exercice du pouvoir. Elle agit également en tant que relai, permettant à l'État de s'adapter aux spécificités locales et de jouer un rôle d'initiateur et de conciliateur dans les processus décisionnels à l'échelle territoriale.

On peut représenter la dynamique globale de la gouvernance territoriale à l'aide du schéma illustré dans la figure 1.

Figure N°1 : Dynamique globale de la gouvernance territoriale



Source : Manu Tranquard, 2020.

1.2. Gouvernance territoriale et développement territorial durable

Dans le cadre de notre analyse, nous visons à examiner la relation entre la gouvernance territoriale et le développement durable (DD). Bien que relevant de registres conceptuels différents, ces deux notions présentent des intersections significatives. La gouvernance territoriale, en tant que cadre institutionnel et décisionnel régissant les interactions entre les acteurs locaux, semble converger vers des objectifs communs avec le développement durable, qui vise à créer des conditions propices à une croissance équilibrée et à long terme. Cette convergence d'objectifs malgré leurs différences conceptuelles justifie une étude approfondie de leur interconnexion.

Au départ, il est évident que la gouvernance territoriale est une composante naturelle du développement durable dans son ensemble. Elle a été créée en réponse aux défis mondiaux actuels. La possibilité d'un alignement des principes structurels des deux idées est suggérée par cette observation, permettant ainsi d'identifier les points de convergence. Ensuite, nous soulignerons les sujets de recherche qui visent à renforcer l'intégration de la gouvernance territoriale et du développement durable. Le but de ces approches scientifiques, telles que la gouvernance environnementale et le développement local viable, est d'articuler ces deux domaines afin de favoriser une gestion des ressources et des territoires plus efficace et durable.

Le concept de développement territorial, tel que défini par (Deffontaines et al., 2001) comme la capacité des acteurs à maîtriser les dynamiques d'évolution qui les concernent, trouve une résonance naturelle dans le cadre de la gouvernance (Deffontaines et al., 2001). Cette convergence est d'autant plus évidente lorsque l'on examine la vision du territoire présentée par Leloup et al., (2005) Pour eux, le territoire n'est pas simplement un espace géographique parmi d'autres où des politiques locales pourraient être appliquées de manière subsidiée (Leloup et al., 2005). Au contraire, le territoire est perçu comme un construit social en perpétuelle évolution, façonné par les interactions entre une diversité d'acteurs locaux.

La gouvernance joue un rôle important dans la valorisation des ressources territoriales particulières et la promotion d'une participation citoyenne active au développement territorial. Elle est considérée comme un processus complexe où l'État agit comme un écosystème qui combine des aspects culturels, sociaux, environnementaux, économiques et politiques, et implique une variété d'acteurs dans des interactions dynamiques. La gouvernance territoriale s'avère être un outil crucial pour stimuler la création de valeur et l'émergence de nouvelles ressources dans les territoires, tout en favorisant une approche globale du développement durable.

Selon Froger (2006), il existe trois façons principales dont la gouvernance et les objectifs de développement durable interagissent à l'échelle mondiale (Froger, 2006). Avant tout, il y a une "gouvernance négociée volontaire" qui consiste à ce que les entreprises prennent des engagements volontaires pour atteindre des objectifs environnementaux qui dépassent les obligations réglementaires. Ensuite, la bonne gouvernance devient un critère majeur dans l'attribution des programmes d'aide aux pays en développement (PED), ces derniers mettant en place des dispositifs de coordination pour une gestion des ressources et des espaces plus efficace, favorisant ainsi le développement durable. Enfin, la mondialisation redéfinit le rôle des acteurs internationaux, créant un environnement favorable pour étudier les systèmes de régulation économique et politique à l'échelle internationale. Froger (2006) accentue également l'expression de la gouvernance territoriale en soulignant l'importance persistante de l'État dans la définition des orientations politiques et stratégiques du développement durable (Froger, 2006). Bien que les gens soient en faveur d'une plus grande autonomie des acteurs locaux, l'intervention de l'État reste nécessaire pour organiser les activités et imposer les limites nécessaires.

La gouvernance et le développement durable semblent converger vers des orientations communes dans ce contexte de globalisation, mais il est nécessaire d'aller au-delà de ce constat

général pour explorer comment la gouvernance territoriale contribue à certaines composantes précises du développement durable. Par conséquent, rapprocher les principes de la gouvernance territoriale de ceux du développement durable peut offrir des perspectives nouvelles sur la façon dont ces deux domaines fonctionnent ensemble et comment ils interagissent les uns avec les autres.

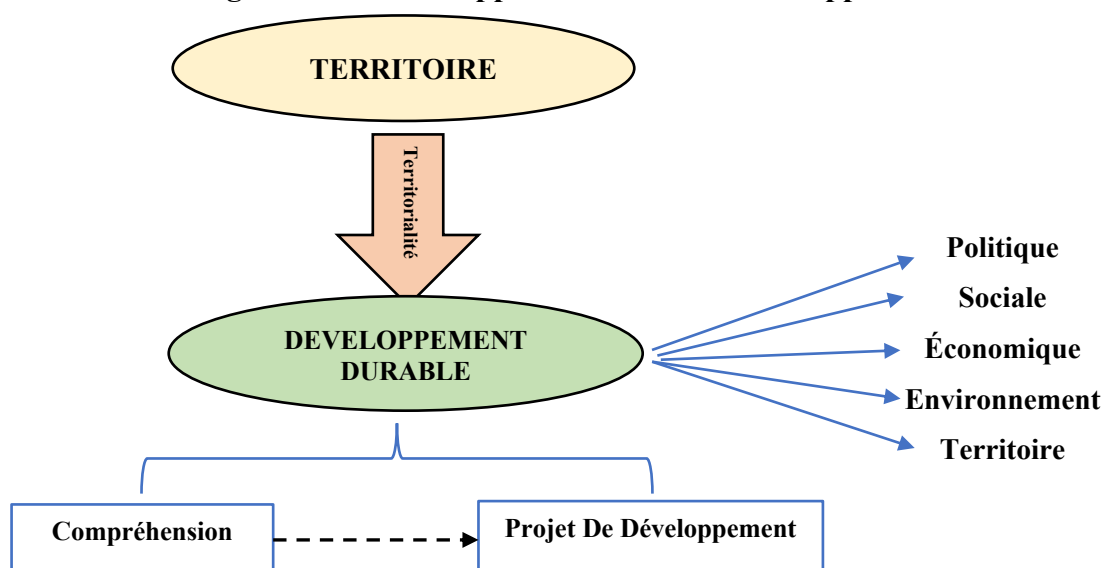
Pour d'autres chercheurs, deux concepts récents à savoir, le Développement Local Viable (DLV) de (Gagnon, 1996) et la gouvernance environnementale de (Theys, 2002) montrent la convergence entre la gouvernance et le développement durable. En promouvant des pratiques de développement équitable qui répondent aux besoins actuels et futurs des communautés locales, le DLV intègre la dimension sociale du développement durable. (Gagnon, 1996). Une économie sociale, une planification territoriale écologiquement durable, une intégration des savoirs locaux et une valorisation de l'identité communautaire sont quelques-unes de ses stratégies. En ce qui concerne la gouvernance environnementale, Theys (2002) mentionne qu'elle est liée au domaine environnemental du développement durable, dans le but de moderniser l'action publique, d'augmenter sa légitimité, de créer des mécanismes de coordination non autoritaires et d'accroître la rationalité réflexive (Theys, 2002). Ces méthodes démontrent une fusion entre les principes de gouvernance territoriale et les exigences de développement durable, tout en offrant des solutions innovantes pour faire face aux défis environnementaux et sociaux actuels.

D'après la banque mondiale, l'expérience montre que les populations locales peuvent s'organiser efficacement si elles disposent de règles transparentes et clairement énoncées, de l'accès à l'information et d'un soutien technique et financier adapté : les communautés peuvent ainsi définir leurs priorités et résoudre leurs difficultés de développement en collaborant avec les autorités locales et diverses institutions pour construire de petites infrastructures, fournir des services de base et améliorer les moyens de subsistance. En d'autres termes, un programme de développement efficace se base sur les principes de transparence, de participation, de responsabilisation et de renforcement des capacités locales. Pour y parvenir l'usage de bonnes pratiques est nécessaire pour accompagner le développement d'une localité. Ainsi, ces principes pourraient participer activement à une amélioration des conditions de vie par la mise en place de stratégie de développement, basée sur des fondements solides de la gouvernance. (Banque Mondiale, 2023)

Le principe de gouvernance territoriale peut nous renvoyer à celle du développement local, en se situant dans un contexte où acteurs public-privés et associatifs interagissent entre eux.

L'impact de la gouvernance territoriale sur le développement local peut être multidimensionnel car le développement d'une localité ou d'un territoire peut se faire sur plusieurs aspects. De ce fait, la gouvernance territoriale pourrait impacter l'organisation locale grâce au dynamisme des activités économiques et sociales et l'implication de tous les acteurs locaux. C'est pour faire face aux différentes difficultés auxquelles sont confrontés quotidiennement les acteurs publics et privés que la gouvernance territoriale pourrait coordonner les acteurs en créant un rapprochement institutionnel et géographique pour engendrer des possibilités d'emploi et de richesses. La gouvernance territoriale fait participer indirectement les citoyens à travers leurs organisations dans la gestion des affaires les concernant, par l'implication citoyenne et de démocratie participative.

Figure N° 2 : Développement durable dans l'approche territoriale



Source : Flores & Medeiros, 2018.

2. Gouvernance Territoriale au Maroc : Entre Application de la Régionalisation Avancée et le Défi du Développement Économique

Dans cette section, nous examinons de près la gouvernance territoriale au Maroc, avec un accent particulier sur l'application de la régionalisation avancée et ses implications pour le développement économique. Nous commençons par dresser un tableau général de l'adoption de systèmes de gouvernance territoriale similaires dans d'autres pays, tout en réalisant un diagnostic approfondi de la mise en œuvre de la régionalisation avancée dans le contexte marocain. Ensuite, nous abordons une enquête sur le terrain visant à explorer les perceptions des citoyens concernant la régionalisation avancée et son impact sur le développement économique régional.

2.1. Vision Générale sur l'Adoption de Systèmes de Gouvernance Territoriale Similaires

Avant d'enquêter sur les avantages et les conséquences de la régionalisation avancée mise en place par le Maroc, il est crucial de présenter une vision globale des pratiques comparables dans d'autres nations. En effet, des systèmes de gouvernance territoriale décentralisée ont été mis en place dans des pays tels que l'Espagne, la France et l'Italie, chacun avec ses propres caractéristiques et implications. Ces trois pays ont été choisis en raison de leur diversité d'approches de régionalisation, ainsi que de leur histoire, de leur contexte socio-économique et politique. Leur expérience combinée offre une perspective riche et instructive pour évaluer la pertinence des décisions prises dans le cadre de notre propre processus de régionalisation.

En comprenant ces modèles, nous pourrions éclairer notre étude de la régionalisation avancée au Maroc en soulignant les difficultés, les réalisations et les enseignements tirés de la mise en œuvre de ces politiques de décentralisation du pouvoir.

➤ Cas d'Espagne

Malgré une décentralisation croissante en Espagne, l'État central maintient un contrôle exclusif sur les tâches régaliennes, crée des normes pour les transferts de compétences et surveille les finances des communautés autonomes. Depuis près de quarante ans, ce processus est réglé régulièrement. Au cours de cette période, cinq ajustements ont été effectués. L'objectif principal de cette décentralisation est d'offrir aux citoyens les meilleurs services possibles, de favoriser l'égalité des chances et de garantir des prestations équitables, indépendamment du niveau de prospérité de chaque communauté autonome. Les communautés autonomes tirent principalement leur financement des revenus fiscaux reversés par l'État, qui représentent jusqu'à 80 % de leurs ressources. Avant tout transfert de compétences, une évaluation est effectuée pour évaluer le niveau de développement et la capacité de gestion des communautés autonomes. Les dépenses sociales, qui représentent une part prépondérante, soit 80 % des dépenses sociales de l'État, sont également sujettes à une décentralisation significative. Une évaluation des performances est effectuée à l'aide d'indicateurs uniformes pour toutes les communautés autonomes, facilitant ainsi la détection des écarts et la correction des déséquilibres par le biais de dialogues et de consensus, visant à rétablir l'équilibre territorial. De plus, une collaboration étroite avec l'administration centrale est instaurée à travers des conférences sectorielles et la conclusion d'accords pour des projets spécifiques, ces derniers étant ensuite publiés au bulletin officiel. Enfin, les communautés autonomes sont chargées de superviser le développement rural (Rapport du Conseil Economique, 2016).

Dans le même sens, selon (Harguindéguy et al., 2015) et (Harguindéguy & Rodriguez Lopez, 2016) il existe de nombreux défis à surmonter pour la gouvernance territoriale en Espagne, en particulier pendant les crises économiques (Harguindéguy et al., 2015; Harguindéguy & Rodriguez Lopez, 2016). Bien qu'il y ait une décentralisation officielle, l'État central conserve un contrôle important sur les finances et les capacités des communautés autonomes. Les problèmes économiques aggravent les disparités régionales et mettent en péril la capacité des communautés autonomes à offrir des services équitables. De plus, le processus de décentralisation change régulièrement, ce qui entraîne une certaine instabilité institutionnelle. Il est crucial de corriger les déséquilibres dans le territoire et de renforcer la coopération entre les administrations afin de favoriser un développement plus équilibré pour surmonter ces problèmes.

➤ Cas de France

La décentralisation en France, initiée en 1982, a traversé plusieurs phases de réforme, aboutissant à sa quatrième génération. Cette évolution a entraîné diverses implications financières et organisationnelles pour les collectivités territoriales, soulignant les défis persistants de la gouvernance locale en France :

- Les dotations budgétaires de l'État représentent entre 30% et 40% des ressources des régions, couvrant les transferts de compétences. Cependant, malgré un calcul précis en euros, la valeur monétaire de ces transferts reste inchangée voire diminue, en raison de l'inflation et des contraintes budgétaires, ce qui met les finances des collectivités territoriales dans une situation précaire(Rapport du Conseil Economique, 2016).

- Le dispositif de transfert de compétences est marqué par des hésitations et des atermoiements. La clause de compétence générale, auparavant accordée à toutes les collectivités, a été remise en cause en 2015. Cette remise en cause a conduit à la fixation de compétences spécifiques pour chaque catégorie de collectivités territoriales, mais avec des frontières floues entre les domaines d'activités. Cela entraîne des éclatements de compétences entre collectivités qui ne correspondent pas à une politique claire d'aménagement du territoire et aux domaines de prédilection des régions.

- Pour favoriser la démocratie participative, une loi a été promulguée, créant une commission nationale de débat public. De plus, des conseils de quartiers sont désormais obligatoires pour les villes de plus de 80 000 habitants (Avenel, 2017 ; Rapport du Conseil Economique, 2016). En outre, des enquêtes publiques sont exigées avant la réalisation de grands projets d'infrastructure

Selon Avenel (2017) il existe une grande complexité dans l'articulation entre la modernisation territoriale et l'action sociale (Avenel, 2017). Cette complexité met en lumière les difficultés inhérentes à cette coordination. La difficulté réside dans le fait de faire correspondre les objectifs de modernisation territoriale aux exigences de l'action sociale, ce qui nécessite une approche cohérente et intégrée des politiques publiques.

En outre, les services déconcentrés de l'État, tels que les Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), les Directions Départementales de la Cohésion Sociale (DDCS) et les Agences Régionales de Santé (ARS), subissent un impact direct de la réforme territoriale. Le mode de pilotage territorial de la politique de cohésion sociale est remis en question par cette transformation, qui suggère des ajustements dans l'organisation et les missions de ces entités pour garantir une efficacité optimale dans la mise en œuvre des politiques sociales.

Finalement, Avenel (2017) a mis l'accent sur les défis qui accompagnent la décentralisation des politiques sociales (Avenel, 2017). Cette décentralisation peut poser des problèmes importants, notamment en termes de la capacité des départements à soutenir ces politiques de manière efficace. La limitation de l'engagement des départements révèle l'importance d'une analyse approfondie des méthodes de décentralisation ainsi que des moyens donnés aux collectivités territoriales pour assumer leurs nouvelles responsabilités sociales.

➤ **Cas d'Italie**

La réforme territoriale en Italie s'est déroulée à travers plusieurs étapes et a abordé divers aspects essentiels. Elle a débuté par la modernisation de l'administration d'État, puis s'est concentrée sur la réorganisation des collectivités locales, notamment par le biais de réformes constitutionnelles et de projets gouvernementaux visant à renforcer le système régional.

Une étape clé a été l'introduction du concept de fédéralisme administratif en 1997, marquant une évolution majeure dans l'organisation territoriale du pays. Cette approche a permis une répartition plus claire des compétences entre l'État central et les régions.

La réforme territoriale a également impliqué des ajustements institutionnels pour redéfinir les relations entre l'État et les collectivités locales, mettant en avant l'importance d'une gouvernance métropolitaine efficace.

Parallèlement, une réforme constitutionnelle a été entreprise pour consolider le gouvernement régional et revoir le titre V de la Constitution italienne, témoignant de l'engagement du pays envers une organisation territoriale plus efficace.

Selon De Briant (2014), l'objectif principal de la réforme territoriale en Italie est d'améliorer l'efficacité de l'administration et la coordination entre les différents niveaux de gouvernement. Néanmoins, cette modernisation rencontre des obstacles importants, tels que la résistance politique à certains changements et les difficultés bureaucratiques rencontrées lors de la mise en œuvre des réformes. (De Briant, 2014)

Une attention particulière est portée à la répartition des compétences entre les entités régionales et l'État central, soulignant l'importance de clarifier les responsabilités pour une meilleure gouvernance. Néanmoins, il existe des doutes quant à l'efficacité des mesures prises pour garantir une répartition équitable des compétences et assurer une coordination efficace entre les différents niveaux de gouvernement.

Un autre aspect crucial de la réforme est la stabilité institutionnelle, qui nécessite une approche cohérente et durable pour la mise en œuvre des changements territoriaux. Cependant, les conflits au sein du gouvernement et les incertitudes politiques peuvent entraver cette stabilité, soulignant l'importance d'une gestion responsable et coordonnée du processus de réforme. De plus, De Briant (2014), a mis l'accent sur les obstacles et les limites de cette réforme, soulignant l'importance d'une approche prudente et attentive pour surmonter ces obstacles et atteindre les objectifs fixés. (De Briant, 2014).

➤ **Cas du Maroc**

Il est essentiel, après avoir effectué une étude comparative avec des expériences étrangères, d'analyser et de comprendre les décisions prises en matière de régionalisation dans d'autres pays. Ensuite, il est essentiel d'évaluer la validité et la pertinence de notre propre approche de régionalisation avancée. Nous serons mieux armés pour commencer notre étude empirique en comprenant mieux les implications et les résultats potentiels de notre modèle de gouvernance territoriale. Dans le cas marocain, il se concentrera sur la façon dont les citoyens perçoivent l'impact de la régionalisation avancée sur le progrès économique.

La politique de régionalisation avancée, lancée en 2015, marque une étape importante dans le processus de décentralisation et de déconcentration de l'appareil politico-administratif au Maroc. Cette initiative s'inscrit dans une évolution entamée à la fin des années 1980, caractérisée par un mouvement progressif vers une décentralisation plus prononcée, favorisant l'émergence de nouveaux acteurs, tant publics que privés, et promouvant des politiques plus inclusives et équitables.

La particularité de la régionalisation avancée réside dans sa volonté de rompre avec une approche centralisée du développement local. En conférant aux régions un rôle central dans la

conception et la mise en œuvre de leurs politiques, cette évolution institutionnelle vise à structurer le développement futur des douze régions du Maroc de manière plus efficace et mieux adaptée aux spécificités locales.

La volonté des autorités publiques de mettre en place des réformes dans le cadre de la régionalisation avancée pour doter le pays d'une organisation territoriale capable de relever les nouveaux défis du développement et de répondre efficacement aux attentes des citoyens. Bien que ce projet ait été réalisé pendant dix ans, il y a eu des progrès significatifs dans la décentralisation et la modernisation des institutions de l'État. Néanmoins, il existe encore des commentaires quant à la réalité de l'impact de ces réformes sur la croissance territoriale.

Selon le rapport du Conseil Economique (2023), la réalisation des objectifs de la régionalisation avancée est encore entravée par plusieurs fragilités et dysfonctionnements. (Conseil Economique, 2023) On peut citer parmi les principales :

- Une territorialisation incomplète de l'action publique, due notamment au chevauchement des compétences des collectivités territoriales et à leurs capacités opérationnelles limitées.
- La multiplicité des intervenants dans l'écosystème territorial et le manque de convergence de leurs actions, ce qui compromet l'efficacité de l'investissement public.
- La lenteur dans la mise en œuvre de la déconcentration administrative, privant les acteurs territoriaux des moyens nécessaires à l'exécution de leurs attributions.
- La faible implication du secteur privé et du tiers-secteur dans l'élaboration des stratégies d'investissement régionales.
- Le déficit de ressources humaines qualifiées au niveau territorial, entravant la participation effective des collectivités locales au développement.
- Le retard dans la transformation digitale de l'administration, impactant la qualité du service public local.

Parmi les défis persistants figurent la mise en œuvre effective des compétences régionales, la nécessité d'une coordination accrue entre les différents niveaux de gouvernement, et l'optimisation des ressources financières et humaines pour favoriser un développement territorial équilibré.

Ghannouchi et al., (2023) confirment que la régionalisation avancée au Maroc, en tant que nouveau mode de gouvernance territoriale, impacte de manière significative la promotion du développement territorial à travers trois points essentiels : (Ghannouchi et al., 2023)

▪ **Meilleure appropriation locale des projets et politiques publiques**

En transférant des compétences aux collectivités territoriales et en impliquant davantage les habitants dans les décisions qui les concernent, la régionalisation avancée vise à renforcer la décentralisation et la participation citoyenne. Cela favorise une meilleure appropriation locale des politiques et projets publics, ce qui contribue au développement territorial

▪ **Développement d'une vision cohérente et d'actions concertées**

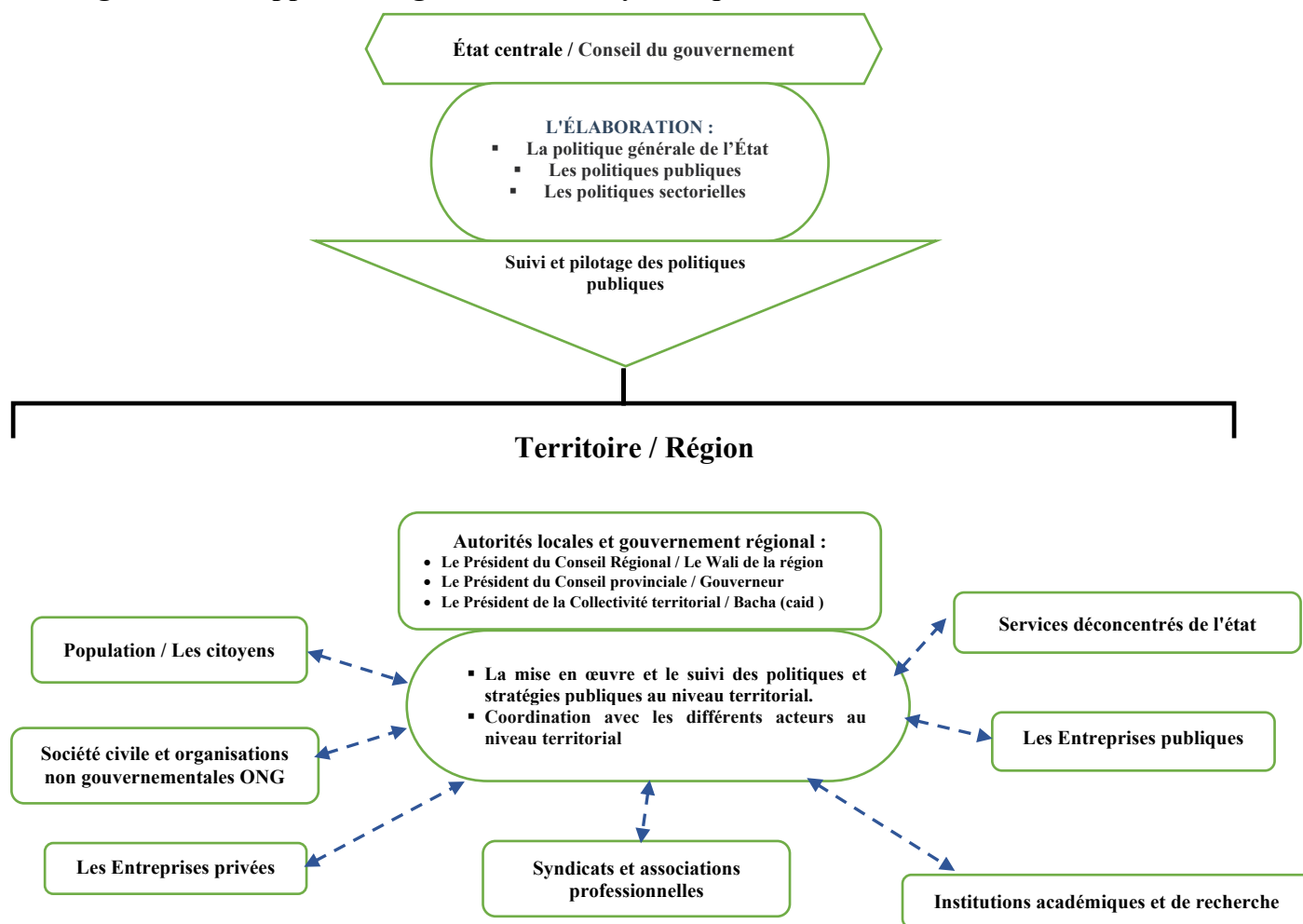
Le découpage des territoires et des politiques publiques, ainsi que le manque de coopération entre les acteurs locaux, peuvent entraver le développement d'une vision cohérente et d'actions coordonnées dans les différentes régions du pays. Pour favoriser un développement territorial cohérent et coordonné, la régionalisation avancée vise à surmonter ces obstacles.

▪ **Réduction des inégalités territoriales**

La régionalisation avancée vise à réduire les disparités entre les régions du Maroc et à l'intérieur de chacune d'elles en favorisant le développement des activités économiques, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et l'équilibre de l'urbanisation. Cela favorise un développement territorial plus juste et inclusif.

D'après les recherches de Jafari Maria & El Moujaddidi Noufissa (2016) la mise en place de la régionalisation avancée au Maroc a un impact significatif sur la promotion de l'emploi et la stratégie d'emploi du pays. (JAFARI Maria & EL MOUJADDIDI Noufissa, 2016). Cette approche, en répartissant les compétences et en renforçant le rôle des collectivités territoriales, favorise la création d'emplois au niveau local. Elle encourage des initiatives visant à soutenir les petites et moyennes entreprises, à stimuler l'entrepreneuriat et à développer les secteurs économiques locaux, dynamisant ainsi l'économie régionale et stimulant l'emploi. De plus, la régionalisation avancée contribue à atténuer les disparités régionales en favorisant un développement territorial plus équilibré. En distribuant les activités économiques et les opportunités d'emploi sur l'ensemble du territoire, elle réduit la concentration des activités économiques dans les grandes villes, ce qui favorise le développement des zones rurales et périurbaines et contribue à une meilleure répartition de l'urbanisation.

Figure N°03 : Approche organisationnelle systémique au Maroc



Source : Élaboré par les auteurs, 2024

2.2. Perceptions et Impact de la Régionalisation Avancée sur le Développement Économique : Une Enquête Terrain auprès des Citoyens

Après avoir examiné le sujet dans son contexte théorique et présenté les diverses perspectives des auteurs sur les formes de gouvernance territoriale, nous nous tournons vers les expériences d'autres pays en matière de décentralisation du pouvoir de l'État vers les autorités régionales ou locales. Cette analyse comparative nous permet de comprendre les différents modèles de gouvernance territoriale utilisés dans le monde et d'identifier les succès et les défis rencontrés dans la mise en œuvre de ces politiques.

Ensuite, nous examinons l'expérience de la régionalisation avancée au Maroc en soulignant les différentes perspectives et méthodes qui ont contribué à sa mise en œuvre. Cependant, afin d'évaluer pleinement l'impact de cette initiative sur la vie quotidienne et professionnelle des citoyens, il est essentiel de revenir sur le terrain.

2.2.1. Méthodologie

Pour examiner les perceptions et les répercussions de la régionalisation avancée sur le développement économique, notre approche repose sur une méthodologie quantitative basée sur un questionnaire structuré en quatre parties distinctes. Dans un premier temps, nous collectons des données générales pour profiler nos participants. Ensuite, nous explorons les préoccupations et les opinions des répondants concernant la gouvernance territoriale. La troisième section est dédiée à l'étude de la régionalisation avancée, permettant ainsi une meilleure compréhension de cette initiative. Enfin, nous analysons les effets de la régionalisation avancée sur l'emploi et le développement économique, offrant ainsi une vue d'ensemble des défis et des opportunités. Cette méthodologie rigoureuse nous permettra d'obtenir des données quantitatives fiables, essentielles pour orienter les politiques publiques et les décisions stratégiques en matière de développement territorial au Maroc.

Afin d'examiner les données collectées, nous décidons d'utiliser l'analyse de régression logistique. Cette approche statistique se révèle particulièrement utile lorsque l'objectif de l'étude est de prédire des résultats binaires, comme le degré de soutien à la régionalisation avancée ou l'effet sur le secteur économique. En modélisant les relations entre nos variables d'intérêt, nous pourrions évaluer les facteurs prédictifs associés à ces résultats.

⇒ Les variables

Dans notre recherche, nous considérons la perception comme une variable dépendante cruciale. Elle se réfère au processus par lequel les individus sélectionnent, organisent, interprètent et réagissent à l'information provenant de leur environnement. Dans le contexte organisationnel, cette perception revêt une importance majeure, souvent négligée par les gestionnaires et les acteurs du changement. Il est essentiel de noter que cette variable est influencée par diverses variables indépendantes.

Parmi ces variables indépendantes, nous identifions :

- L'âge des individus,
- Leur niveau d'éducation,
- La région dans laquelle ils résident,
- Leur catégorie socioprofessionnelle,
- Leur compréhension de la régionalisation avancée,
- Leur degré d'implication dans le processus décisionnel lié à cette politique,
- Et enfin, l'ampleur de l'implémentation de cette politique dans leur région.

Ces variables indépendantes peuvent influencer la perception des individus quant à la régionalisation avancée et son impact sur le développement économique. De plus, des variables de contrôle seront mesurées à travers des indicateurs de croissance économique tels que le PIB régional, le taux de chômage, les investissements, etc., ainsi que des indicateurs liés à l'emploi comme le taux d'emploi, le taux de chômage, la création d'emplois, etc. Cela permettra une analyse plus approfondie de l'impact de la régionalisation avancée sur le développement économique.

2.2.2. Résultats de la Recherche

Pour introduire nos résultats de recherche, nous commençons par présenter une série de tableaux qui offrent une vue d'ensemble de la population marocaine selon plusieurs critères, et des indicateurs économiques clés. Ces tableaux mettent en évidence la répartition de la population par région, l'âge, et le sexe à partir de 18 ans en 2020. En complément, nous analysons également des données économiques comme la croissance régionale du PIB, le taux de chômage, ainsi que les montants des investissements dans chaque région de 2013 à 2022. Ces indicateurs nous permettent de dresser un portrait précis du contexte régional et de cibler une population représentative pour notre étude.

Tableau N° 01 : la répartition de la population marocaine par région en 2020

Région	Population	Poids (en %)
	2020	2020
Tanger -Tétouan- Al Hoceima	3 813 854	10,6(5)
Oriental	2 453 229	6,8(8)
Fès - Meknès	4 405 862	12,3 (4)
Rabat - Salé-Kenitra	4 867 744	13,5 (2)
Béni Mellal- Khénifra	2 613 137	7,3(7)
Grand Casablanca-Settat	7 408 213	20,6 (1)
Marrakech- Safi	4 774 413	13,3 (3)
Darâa-Tafilalet	1 693 786	4,7(9)
Souss - Massa	2 896 152	8,1(6)
Guelmim –Oued Noun	446 225	1,2(10)
Laâyoune - Sakia El Hamra	400 442	1,1(11)
Dakhla-Oued Eddahab	178 600	0,5(12)
Total	35 951 657	100

Source : Rapport HCP en 2021

On observe que la région de Grand Casablanca-Settat se distingue par la plus forte concentration de population, représentant 20,6 % du total, suivie de Rabat-Salé-Kenitra avec 13,5 %, et Marrakech-Safi avec 13,3 %. À l'inverse, les régions du sud, telles que Dakhla-Oued Eddahab et Laâyoune-Sakia El Hamra, affichent les plus faibles poids démographiques avec respectivement 0,5 % et 1,1 %.

Tableau N° 02 : Population Selon Age en 2020

Tranche d'âge	Population	Poids (en %)
18-28 ans	6564206	26,4
29-39 ans	6025703	25
40-50 ans	4948996	19,9
51-61 ans	3849729	15,7
62-72 ans	2343667	9
73 ans ou plu	1090997	4
Total	24823298	100

Source : Rapport HCP en 2021

Le tableau N° 02 illustre la répartition de la population marocaine en 2020 par tranche d'âge pour les personnes âgées de 18 ans et plus, On remarque que la tranche d'âge la plus représentée est celle des 18-28 ans, qui constitue 26,4 % de la population, suivie par les 29-39 ans avec 25 %. Les groupes d'âge plus avancés, tels que les 40-50 ans et les 51-61 ans, représentent respectivement 19,9 % et 15,7 %. Les 62-72 ans et les 73 ans et plus forment une proportion plus faible, totalisant respectivement 9 % et 4 % de la population.

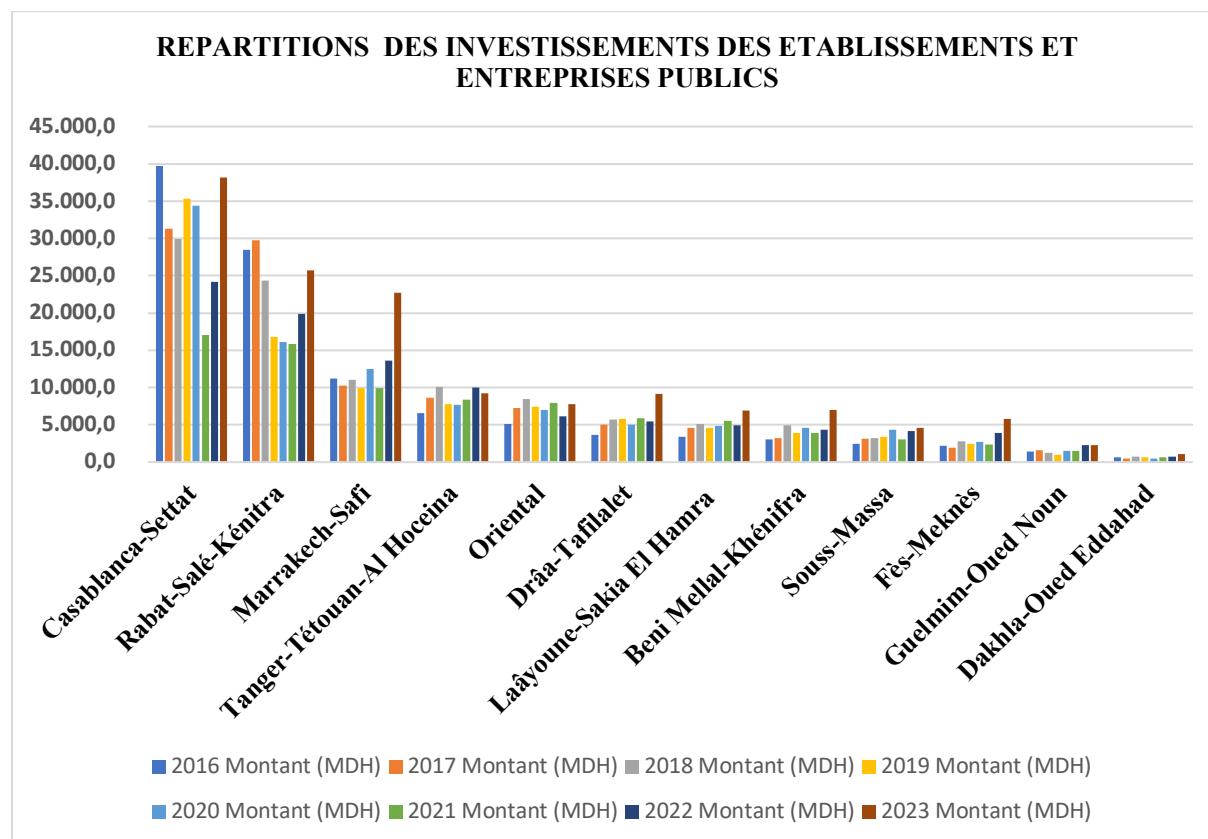
Tableau N° 03 : Population Selon Sexe à partir 18 ans en 2020

sexe	Population	Poids (en %)
Féminin	12599981	50,7
Masculin	12223317	49,3
Total	24823298	100

Source : Rapport HCP en 2021

Le tableau N° 03 présente la répartition de la population marocaine âgée de 18 ans et plus en 2020 selon le sexe, La population féminine représente 50,7 % du total, soit 12 599 981 personnes, tandis que la population masculine représente 49,3 %, avec 12 223 317 personnes. Cette répartition montre une légère prédominance de la population féminine parmi les adultes au Maroc, un facteur important à prendre en compte lors de l'analyse des dynamiques sociales et économiques du pays.

Figure N°04 : Répartition des Investissements des Établissements et Entreprises Publics entre 2017 et 2023 (en MDH)

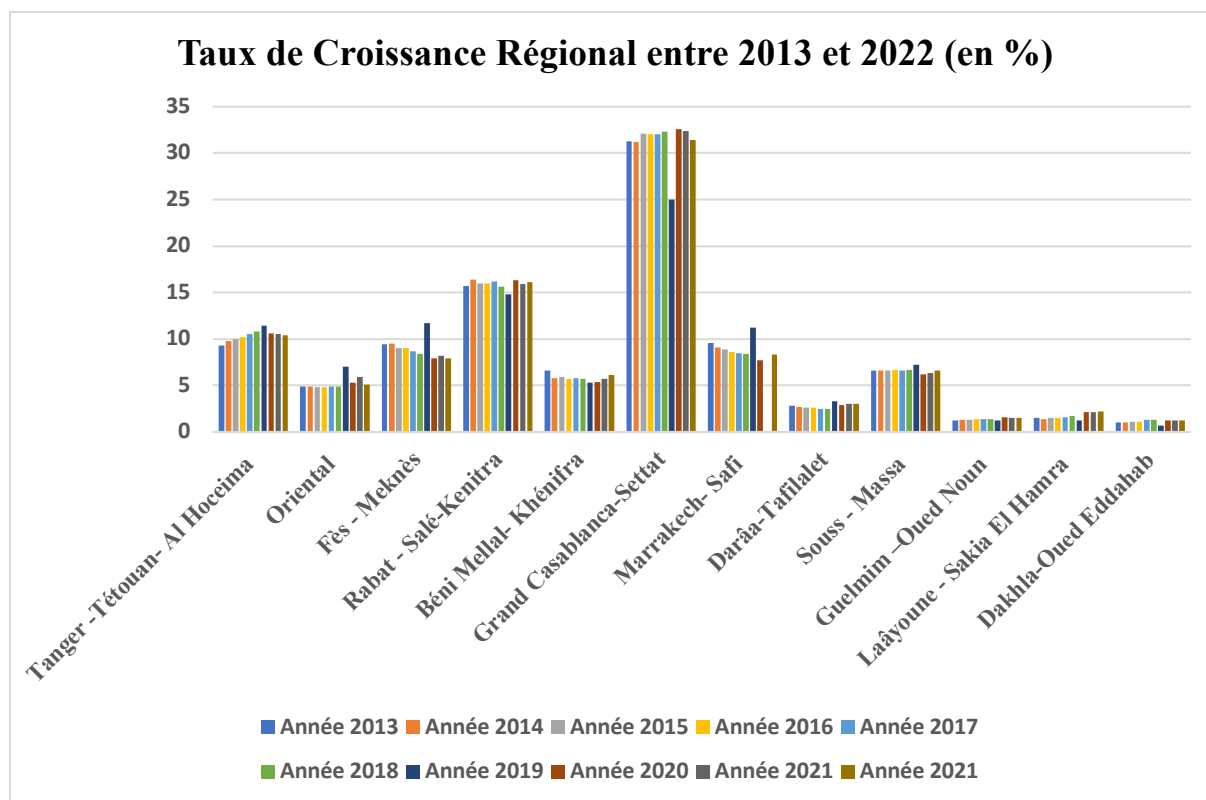


Source : les Rapports sur le secteurs des EEP accompagnantes Loi finance

Le graphique présente la répartition des investissements des établissements et entreprises publics dans les différentes régions du Maroc de 2016 à 2023. On observe que les régions de Casablanca-Settat et Rabat-Salé-Kénitra sont les plus favorisées en termes d'investissements, avec des montants atteignant presque 40 milliards de dirhams (MDH) certaines années. Ces deux régions, en tant que centres économiques et administratifs majeurs du pays, bénéficient logiquement d'une grande part des investissements publics. Marrakech-Safi et Tanger-Tétouan-Al Hoceima sont également bien desservies avec des montants d'investissements oscillant entre 10 et 25 milliards de dirhams, soulignant l'importance de ces régions, notamment dans les secteurs touristiques et industriels.

Ce graphique illustre donc une **disparité régionale** marquée, les régions les plus urbanisées et économiquement dynamiques captant l'essentiel des investissements publics. Il serait pertinent de considérer un rééquilibrage de ces fonds afin de mieux soutenir le développement des régions moins développées et ainsi réduire les inégalités économiques régionales. Un tel rééquilibrage permettrait d'encourager un développement plus homogène et inclusif à travers le pays.

Figure N°05 : Évolution du Taux de Croissance Régional entre 2013 et 2022 (en %)



Source : Rapport des Comptes Régionaux, HCP (2013-2022)

Le graphique présente une vue d'ensemble de l'évolution du taux de croissance économique dans les régions marocaines entre 2013 et 2022, exprimée en pourcentage. Cette analyse met en évidence des disparités significatives entre les régions, reflétant des dynamiques économiques distinctes.

Certaines régions se distinguent par des taux de croissance économique élevés, notamment Casablanca-Settat et Marrakech-Safi, avec des valeurs atteignant jusqu'à 30 % certaines années. Casablanca-Settat, en tant que cœur économique du pays, attire la majorité des investissements industriels, commerciaux et financiers, ce qui se traduit par une croissance soutenue. De son côté, Marrakech-Safi bénéficie de l'essor du secteur touristique, ainsi que des investissements en infrastructures, contribuant ainsi à sa forte croissance.

Les régions comme Rabat-Salé-Kénitra et Fès-Meknès affichent des taux de croissance modérés, oscillant généralement entre 10 % et 15 % selon les années. Bien que dynamiques, ces régions montrent une croissance plus stable que celle des grands pôles économiques comme Casablanca-Settat. La structure économique de ces régions, orientée vers les services publics, l'agriculture et l'industrie artisanale, favorise une croissance moins spectaculaire mais relativement constante.

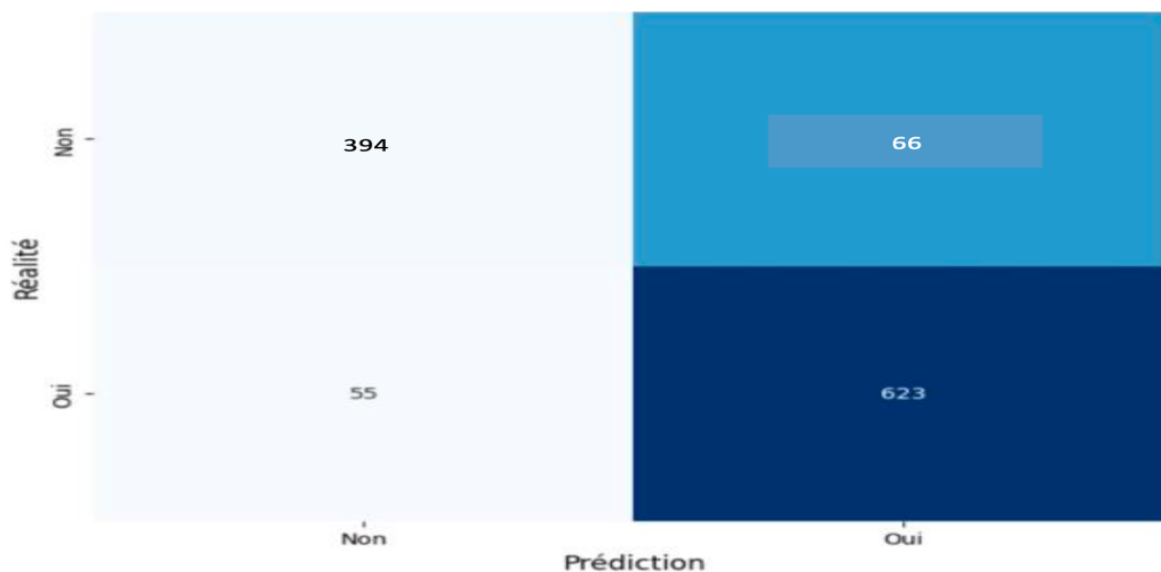
Les régions du sud, telles que Dakhla-Oued Eddahab et Guelmim-Oued Noun, présentent des taux de croissance faibles, avec des valeurs proches de zéro pour certaines années. Ces faibles performances peuvent s'expliquer par des facteurs structurels, notamment leur éloignement géographique, des infrastructures limitées et une dépendance accrue à des secteurs tels que l'agriculture et la pêche. L'isolement relatif de ces régions limite leur attractivité pour des investissements diversifiés, accentuant les défis économiques auxquels elles font face.

La variabilité des taux de croissance d'une année à l'autre est particulièrement notable dans certaines régions comme Drâa-Tafilalet, où les fluctuations sont liées à la dépendance à des secteurs sensibles, notamment l'agriculture, très vulnérable aux conditions climatiques. En revanche, des régions comme Souss-Massa et Oriental présentent une croissance plus stable, mais à des niveaux modérés, suggérant des économies moins dynamiques et plus concentrées autour de secteurs traditionnels.

L'analyse met en lumière des disparités profondes dans le développement économique régional au Maroc. Les régions les plus dynamiques sont généralement situées à proximité des grands centres urbains ou des pôles touristiques, et bénéficient d'infrastructures développées et d'un accès facilité aux marchés et aux capitaux. À l'inverse, les régions moins performantes dépendent souvent de secteurs traditionnels et sont davantage exposées aux fluctuations des marchés internationaux et aux aléas climatiques.

La deuxième partie de cette sous-section , nous explorons les perceptions et attentes des citoyens marocains vis-à-vis des initiatives de développement régional, en particulier dans le cadre de la régionalisation avancée. Le questionnaire, administré auprès de 1138 participants sur une période de sept mois, a été diffusé à la fois en ligne et via des distributions sur le terrain, garantissant une couverture démographique diversifiée dans tout le pays. Les résultats montrent une participation équilibrée entre hommes et femmes, ainsi qu'une forte représentation de certaines régions comme Casablanca-Settat (24.6%) et Rabat-Salé-Kénitra (17.7%), tandis que les régions plus éloignées ou à faible densité, comme Dakhla-Oued Ed Dahab, affichent une participation plus faible. L'analyse de régression logistique, basée sur des variables telles que l'âge, le niveau d'éducation, la région, la catégorie socio-professionnelle, et la compréhension de la régionalisation, révèle que des facteurs comme l'éducation et la perception de l'impact sur les investissements et la création d'emplois influencent de manière significative la perception positive ou négative des citoyens. Cependant, des limites de précision dans le modèle soulignent la nécessité d'approfondir l'analyse pour mieux saisir les déterminants de l'adhésion des citoyens à la régionalisation, notamment dans les régions moins représentées.

Figure N°06 : Matrice de Confusion pour l'Analyse de Régression Logistique sur l'Impact de la Régionalisation Avancée



Source : Élaboré par les auteurs, 2024

Notre matrice de confusion présente les résultats de notre modèle de régression logistique appliqué aux perceptions de la régionalisation avancée. Le modèle affiche une précision élevée de 0,89, indiquant une capacité à prédire correctement les perceptions dans 89 % des cas. Les résultats détaillés sont les suivants : 623 vrais positifs (perceptions positives correctement identifiées), 66 faux positifs (perceptions négatives classées à tort comme positives), 55 faux négatifs (perceptions positives classées à tort comme négatives) et 394 vrais négatifs (perceptions négatives correctement identifiées). Cette haute précision démontre que le modèle est particulièrement performant dans la détection des perceptions positives, ce qui est crucial pour évaluer le niveau de satisfaction concernant la régionalisation avancée. Le faible nombre de faux positifs et de faux négatifs souligne également la fiabilité du modèle dans la distinction des opinions.

Tableau N° 04 : Analyse de Régression Logistique des variables

	coef	std err	z	P> z	[0.025	0.975]
constat	-0.3219	0.296	-1.088	0.277	-0.902	0.258
sexe	0.2856	0.131	2.188	0.029	0.030	0.541
Age	0.1809	0.085	2.128	0.033	0.014	0.348
Éducation	0.0120	0.039	0.305	0.761	-0.065	0.089
Socio professionnel Category	0.0459	0.044	1.049	0.294	-0.040	0.132

Région	0.0274	0.017	1.659	0.097	-0.005	0.060
Échelle Décentralisation	-0.0645	0.152	-0.426	0.670	-0.362	0.233
Échelle Participation Citoyenne	0.2241	0.163	1.376	0.169	-0.095	0.543
Échelle Transparence Décision	0.0490	0.170	0.288	0.773	-0.284	0.382
Échelle Responsabilité	0.1112	0.154	0.723	0.470	-0.190	0.413
Understanding Regionalization	0.2007	0.142	1.410	0.159	-0.078	0.480
Satisfaction Régionalisation Avancée	0.0590	0.183	0.323	0.747	-0.299	0.417
Échelle Implication Régionalisation	-0.1326	0.189	-0.702	0.482	-0.502	0.237
Stimulation Investissement	-0.0041	0.155	-0.027	0.979	-0.307	0.299
Amélioration Emploi	0.0641	0.162	0.396	0.692	-0.253	0.381
Accès Opportunités Économiques	0.0464	0.147	0.316	0.752	-0.241	0.334
Encouragement Entrepreneuriat	-0.0598	0.149	-0.401	0.688	-0.352	0.232
Foreign Investment Increase	0.0336	0.152	0.221	0.825	-0.264	0.331
Mesures pour Renforcer Impact	-0.0010	0.001	-1.304	0.192	-0.002	0.000
Secteurs Bénéficiant Régionalisation	0.0012	0.002	0.658	0.511	-0.002	0.005

Source : Élaboré par les auteurs, 2024

Notre tableau présente les résultats d'une régression logistique visant à analyser l'influence de diverses variables sur la perception de la régionalisation avancée en tant que levier de développement économique. Ces résultats fournissent un aperçu précieux pour évaluer l'efficacité des politiques régionales. L'analyse met en évidence des variables significatives, des variables non significatives :

⇒ **Précision des Variables Significatives**

Les résultats montrent que certaines variables, notamment le sexe et l'âge, ont un impact statistiquement significatif sur la perception de la régionalisation avancée.

- **Sexe** : Avec un coefficient de 0,2856 et une p-valeur de 0,029, cette variable indique que le sexe a un effet positif et significatif sur la perception. Les hommes semblent plus enclins à percevoir favorablement la régionalisation avancée, ce qui pourrait être interprété à travers des différences dans l'engagement et la participation aux initiatives régionales, ou des attitudes socioculturelles envers les politiques de décentralisation.
- **Âge** : Le coefficient de 0,1809 associé à une p-valeur de 0,033 souligne que l'âge a également un effet positif et significatif. Cela suggère que les perceptions de la régionalisation avancée tendent à être plus favorables chez les individus plus âgés. Une explication possible est que les personnes âgées peuvent avoir une meilleure connaissance des processus politiques et économiques régionaux, ou une plus grande expérience des changements induits par ces politiques.
- **Région** : Bien que la variable "Région" présente une p-valeur de 0,097, elle reste proche du seuil de significativité de 0,05. Cela indique que la perception de la régionalisation peut varier selon la région, ce qui reflète potentiellement des différences dans l'application et les résultats de la politique de régionalisation à travers différents territoires. Ce résultat pourrait être exploré davantage pour évaluer les disparités régionales.

⇒ **Variables Insignifiantes**

Plusieurs variables se sont révélées statistiquement non significatives dans le modèle :

- **Éducation, Satisfaction envers la régionalisation avancée, et Participation citoyenne** : Ces variables, malgré leur importance théorique, ne montrent pas de significativité dans ce modèle (p-valeurs respectives de 0,761, 0,747, et 0,169). Cela pourrait indiquer que la perception de la régionalisation avancée n'est pas directement influencée par le niveau d'éducation ou le niveau de satisfaction déclaré, ni par l'échelle de participation citoyenne. Il est possible que ces aspects nécessitent des efforts supplémentaires pour être traduits en résultats perceptibles par la population.

- **Indicateurs économiques** : Des variables telles que l'encouragement à l'entrepreneuriat ($p = 0,688$) et l'amélioration de l'emploi ($p = 0,692$) ne montrent pas de signification statistique. Cela pourrait refléter une perception publique qui ne relie pas immédiatement la régionalisation avancée aux bénéfices économiques directs ou une possible déconnexion entre les politiques et les attentes citoyennes en matière d'opportunités économiques.
- **Mesures pour renforcer l'impact** : Bien que cette variable ait un coefficient négatif ($-0,001$) et une p -valeur de $0,192$, elle reste non significative. Cela suggère que les efforts politiques et économiques pour renforcer l'impact de la régionalisation avancée ne sont pas suffisamment visibles ou reconnus par le public.

Dans le cadre de l'analyse de nos résultats, il est pertinent de les relier aux théories académiques établies en gouvernance régionale et en développement territorial pour approfondir la compréhension des perceptions observées. Ces théories fournissent des explications sur les dynamiques de participation citoyenne et les effets des politiques de décentralisation sur le développement économique et social.

Dans le cadre de l'analyse de nos résultats, il est pertinent de les relier aux théories académiques tel que établies en gouvernance régionale (Grammond, 2009; Létourneau, 2009; Pasquier et al., 2013) et en développement territorial (Moulaert & Nussbaumer, 2008; Torre, 2015) pour approfondir la compréhension des perceptions observées. Selon la **théorie de l'intelligence territoriale** (Duran & Thoenig, 1996), la réussite des initiatives de régionalisation avancée dépend de la capacité des structures régionales à mobiliser efficacement les acteurs locaux, à créer un réseau participatif et à encourager leur engagement actif. Cette théorie met l'accent sur l'importance de l'interaction entre les institutions publiques et les citoyens pour bâtir une gouvernance inclusive et collaborative.

Le constat que les variables liées à la transparence et à la participation citoyenne ne sont pas statistiquement significatives dans notre modèle pourrait révéler une faible connexion entre la perception des citoyens et les mécanismes de gouvernance mis en place. Cette déconnexion limite l'efficacité perçue de la régionalisation avancée. (Thoenig, 2012) souligne que lorsque les politiques de décentralisation manquent de visibilité ou de lisibilité, la confiance des citoyens et leur participation diminuent, entraînant une perception moins positive des actions régionales.

En complément, la **théorie du capital social**, introduite par (Putnam, 1993) et enrichie par (Bourdieu, 2006), met en avant l'importance de la confiance et de la cohésion sociale dans la mise en œuvre réussie des politiques publiques. (Benjamin, 2009), dans ses études a démontré

que le capital social—qui inclut la confiance, la coopération et le tissu relationnel entre les citoyens et les institutions—favorise une meilleure efficacité des politiques publiques. Dans le contexte de notre étude, la significativité de la variable « âge » pourrait être interprétée comme un indicateur que les citoyens plus âgés font davantage confiance aux processus de régionalisation, soit grâce à une expérience directe des réformes, soit par une implication plus historique dans les affaires régionales. Cela correspond aux observations de (Putnam, 1993) selon lesquelles la confiance et la participation sont souvent plus prononcées chez les segments de la population ayant un lien plus ancien et plus étroit avec les processus communautaires.

À l'inverse, la non-significativité des variables économiques telles que l'encouragement à l'entrepreneuriat et l'amélioration de l'emploi, pourrait indiquer que la population ne perçoit pas encore de bénéfices économiques tangibles découlant de la régionalisation avancée. Cette observation est cohérente avec les analyses de (Bourdieu, 2006) sur le capital économique, qui postule que la perception des politiques publiques est souvent influencée par la capacité de celles-ci à transformer de manière palpable la situation socio-économique des individus. L'absence d'une telle transformation perçue pourrait expliquer pourquoi ces indicateurs économiques ne ressortent pas comme significatifs dans notre modèle.

En conclusion, les résultats de ce modèle statistique offrent des insights importants pour évaluer l'efficacité de la régionalisation avancée dans la promotion du développement économique. La perception positive chez certains groupes démographiques tels que les hommes et les personnes âgées montre que la régionalisation a atteint certains segments de la population. Cependant, la faible significativité des variables économiques et institutionnelles souligne un besoin pour les décideurs de rendre plus visibles les impacts concrets de la régionalisation.

Pour améliorer cette perception, les actions suivantes peuvent être envisagées :

- **Renforcer la communication sur les bénéfices économiques tangibles** : Informer de manière plus transparente et accessible sur les impacts économiques et les succès de la régionalisation.
- **Améliorer l'implication citoyenne** : Accroître la participation active des citoyens dans les processus de prise de décision régionaux afin de renforcer la perception de la transparence et de l'inclusivité.
- **Cibler des programmes éducatifs pour les jeunes** : Augmenter la sensibilisation des jeunes à travers des initiatives éducatives visant à renforcer leur compréhension et leur engagement envers la régionalisation avancée.

En résumé, bien que le modèle de régression fournisse des informations utiles, il est essentiel de considérer des ajustements dans la mise en œuvre de la régionalisation et de renforcer l'intégration des perspectives citoyennes pour maximiser l'impact de cette politique sur le développement économique régional.

Conclusion

Cette étude a permis de dégager des insights essentiels sur les perceptions et les impacts de la régionalisation avancée dans la région étudiée. Les résultats montrent que des variables comme l'âge et le sexe influencent positivement la perception des citoyens, tandis que d'autres variables économiques et institutionnelles telles que la participation citoyenne et la transparence n'ont pas démontré une significativité statistique. Cette disparité souligne l'importance de comprendre que la perception des citoyens peut être influencée par des facteurs socioculturels et des expériences personnelles, plutôt que par des résultats purement économiques ou structurels.

Afin de renforcer l'impact de la régionalisation avancée, plusieurs recommandations peuvent être formulées. D'abord, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies de communication plus efficaces pour illustrer les bénéfices concrets de la régionalisation. Cela implique de mettre en avant des exemples de réussite et des résultats tangibles qui démontrent comment cette approche contribue au développement économique et social. De plus, encourager une participation citoyenne accrue dans le processus de décision est essentiel. Cela pourrait passer par des initiatives d'engagement communautaire et des plateformes participatives pour que les citoyens se sentent davantage impliqués et entendus.

Les décideurs devraient aussi promouvoir des programmes d'éducation et de sensibilisation qui visent à informer les jeunes générations sur les avantages et les opportunités associés à la régionalisation avancée. Cela permettrait de pallier la perception moins favorable observée dans les segments plus jeunes de la population. Enfin, il est recommandé de développer des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des initiatives de régionalisation de manière continue et ajuster les stratégies en conséquence.

Cependant, cette recherche présente certaines limites qu'il convient de reconnaître. D'une part, l'échantillon utilisé et les données collectées ne couvrent peut-être pas toutes les variables pertinentes pour évaluer les perceptions de la régionalisation. Par exemple, des facteurs tels que la diversité économique régionale, l'accès aux services publics ou les inégalités sociales pourraient avoir un impact sur les perceptions mais n'ont pas été inclus dans cette analyse.

D'autre part, la méthodologie employée, bien qu'elle soit robuste, ne permet pas de tirer des conclusions causales, mais seulement de mettre en évidence des associations.

Pour de futures recherches, il serait pertinent d'élargir l'échantillon à d'autres régions et d'intégrer des méthodes qualitatives complémentaires telles que des entretiens approfondis pour saisir les nuances des perceptions citoyennes. L'inclusion de perspectives comparatives internationales pourrait également offrir une vue d'ensemble plus complète sur l'efficacité des approches de régionalisation et permettre de tirer des enseignements applicables au contexte étudié. Cette recherche apporte des contributions significatives à la compréhension des perceptions de la régionalisation avancée, elle souligne aussi l'importance d'approfondir et d'élargir l'analyse pour proposer des stratégies de gouvernance régionales plus efficaces et inclusives.

Bibliographie

- Avenel, C. (2017). Les enjeux et les impacts de la réforme territoriale sur la mise en œuvre des politiques sociales. *Revue Française Des Affaires Sociales*, 2, 359–392.
<https://doi.org/10.3917/rfas.172.0359>
- Benjamin, S. (2009). Confiance et gouvernance démocratique. Du paradigme néo-institutionnaliste du capital social. *Variations Sur La Confiance: Concepts et Enjeux Au Sein Des Théories de La Gouvernance*, 18, 171.
- Bourdieu, P. (2006). 1. Le capital social. Notes provisoires. In *Le capital social* (pp. 29–34). La Découverte.
- Conseil Economique, S. et E. (2023). *Pour un développement harmonieux et inclusif des territoires : les inflexions majeures*. www.cese.ma
- De Briant, V. (2014). *Réforme territoriale: la méthode italienne*. Constructif.
- Deffontaines, J.-P., Marcelpoil, E., & Moquay, P. (2001). Le développement territorial. *Représentations Spatiales et Développement Territorial*, LARDON S., MAUREL P., PIVETEAU V., 18.
- Desage, F. (2007). Romain Pasquier, Vincent Simoulin et Julien Weisbein (dir.), 2007, La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories, Paris, L.G.D.J., 235 p. *Développement Durable et Territoires*.
<https://doi.org/10.4000/developpementdurable.4551>
- Duran, P., & Thoenig, J.-C. (1996). L'Etat et la gestion publique territoriale. *Revue Française de Science Politique*, 580–623.
- Epstein, R. (2007). *Gouverner à distance*. <https://shs.hal.science/halshs-00130034>

- Epstein, R. (2015). La gouvernance territoriale: Une affaire d'état la dimension verticale de la construction de l'action collective dans les territoires. In *Annee Sociologique* (Vol. 65, Issue 2, pp. 457–482). Presses Universitaires de France, Departement des Revues. <https://doi.org/10.3917/anso.152.0457>
- Flores, S. S., & Medeiros, R. M. V. (2018). La dimension territoriale du développement durable. *Confins. Revue Franco-Brésilienne de Géographie/Revista Franco-Brasileira de Geografia*, 38.
- Froger, G. (2006). Significations et ambiguïtés de la gouvernance dans le champ du développement durable. *Mondes En Developpement*, 34(4). <https://doi.org/10.3917/med.136.0011>
- Gagnon, C. (1996). Environnement, planification territoriale et participation de la communauté: trois composantes du développement local viable. *Rebâtir Les Campagnes*, 145–157.
- Ghannouchi, I. EL, Allaki, O., & El MOUDDEN, A. (2023). *La régionalisation avancée comme nouveau mode de gouvernance territoriale au Maroc : Étude analytique des défis et des opportunités*. www.revuefreg.com
- Grammond, S. (2009). La gouvernance territoriale au Québec entre régionalisation et participation des peuples autochtones. *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique*, 42(4), 939–956.
- Harguindéguy, J. B., Pasquier, R., & Cole, A. (2015). La gouvernance territoriale espagnole à l'épreuve de la crise économique : Vers la recentralisation ? *Critique Internationale*, 67(2), 103–122. <https://doi.org/10.3917/cii.067.0103>
- Harguindeguy, J. B., & Rodriguez Lopez, E. (2016). La décentralisation espagnole en temps de crise: Une comparaison interrégionale des effets de la grande récession sur l'état des autonomies (2010-2014). In *Revue Internationale de Politique Comparee* (Vol. 23, Issue 3, pp. 379–400). Boeck Universite. <https://doi.org/10.3917/ripc.233.0379>
- JAFARI Maria, & EL MOUJADDIDI Noufissa. (2016). *La régionalisation avancée au Maroc : Perspectives et défis*.
- Leloup, F., Moyart, L., & Pecqueur, B. (2005). La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? « Territorial Governance » as a new way of coordination between actors? In *Société* (Vol. 7).
- Leresche, J.-P. (2002). La gouvernance urbaine comme enjeu de durabilité. *Vues Sur La Ville-UNIL*, 3, 3–5.

- Létourneau, A. (2009). Les théories de la gouvernance. Pluralité de discours et enjeux éthiques. *VertigO-La Revue Électronique En Sciences de l'environnement, Hors série 6*.
- Manu Tranquard. (2020). *Analyse théorique de la gouvernance dans un contexte de développement territorial*. <https://doi.org/10.4000/norais>
- Moulaert, F., & Nussbaumer, J. (2008). *Logique sociale du développement territorial*. PUQ.
- Olivier Bouba-Olga, & Emilie Bourdu. (2012). *Evaluer la gouvernance des politiques locales d'emploi Evaluer la gouvernance des politiques locales d'emploi : le cas du Service Public Régional de Formation professionnelle de Poitou-Charentes*. <https://hal.science/hal-00721677>
- Pasquier, R., Simoulin, V., & Weisbien, J. (2013). *La gouvernance territoriale*. L'Extenso.
- Putnam, R. D. (1993). The prosperous community. *The American Prospect*, 4(13), 35–42.
- Rapport du Conseil Economique, S. et E. (2016). *Exigences de la régionalisation avancée et défis de l'intégration des politiques sectorielles*. www.cese.ma
- Theys, J. (2002). La Gouvernance, entre innovation et impuissance. *Développement Durable et Territoires, Dossier 2*. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1523>
- Thoenig, J. (2012). Institutional theories and public institutions: new agendas and appropriateness. *The SAGE Handbook of Public Administration*, 169–179.
- Torre, A. (2015). Théorie du développement territorial. *Géographie, Économie, Société*, 17(3), 273–288.
- Touzard, H. (2006a). Consultation, concertation, négociation. *Négociations*, 5(1), 67. <https://doi.org/10.3917/neg.005.0067>
- Touzard, H. (2006b). De la négociation à la médiation. *Négociations*, 6(2), 21. <https://doi.org/10.3917/neg.006.28>